



ECHOS D'EUROPE

LETTRE MENSUELLE DU MOUVEMENT EUROPÉEN ALSACE-HAUT-RHIN – MEA68

EDITO

Rapprocher l'Europe des citoyens

Les élus locaux sont au cœur de l'Europe et façonnent quotidiennement son avenir depuis le terrain. Ils veillent à ce que les besoins, les ambitions et les aspirations des citoyens européens soient pris en compte. Ils font le lien entre les échelons européen, national, régional et local. La pandémie du Covid a montré leur réactivité dans l'urgence. Nos élus sont désormais au cœur de la réconciliation entre institutions et citoyens. La plan de relance européen fait d'eux des acteurs importants et montre la résilience des territoires.

En étant plus proche des citoyens, on comprend mieux leurs attentes, leurs besoins réels et la réponse sera plus efficace. C'est de cette efficacité grâce à la proximité dont l'Europe a besoin pour se montrer plus démocratique. L'Europe concrète passe par les politiques locales, même si elle est peu aperçue car discrète ou minorée par rapport aux actions régionales. Mais les choses sont en train de changer !

Nous avons d'ailleurs posé ces questions à différents candidats aux élections régionales dans le cadre des "Entretiens européens du Grand Est" qui se poursuivent ce mois-ci.

De plus, l'association a co-organisé avec la Ville de Colmar des interventions "Europe par les Jeunes" pour sensibiliser les collégiens aux questions européennes et susciter un sentiment d'appartenance à l'UE.

N°11 – Juin 2021

Actualité

- L'Europe et les régions
- Entretiens avec Eliane Romani et Jean Rottner dans le cadre de la campagne des régionales
- Tensions en Irlande du Nord depuis le Brexit
- Lancement du Corps Européen de Solidarité

Chiffres du mois :

- La relance économique

Activités de la section

- Retour sur nos interventions "Europe par les Jeunes"
- 8 juin à 19 h. Café Europe sur les consommateurs européens

Cédric et Christine

Le mouvement européen est une association trans-partisane, reconnue d'utilité publique, créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, présente dans 39 pays, qui promeut une Europe plus unie et plus démocratique et aussi la sensibilisation et le débat sur l'Europe. Ce n'est pas un parti, c'est un forum de citoyens par les citoyens.

ACTUALITÉ

L'Europe et les régions

La politique régionale de l'UE est une politique d'investissements pour soutenir la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, la croissance économique, l'amélioration de la qualité de vie et le développement durable. Ces investissements sont fait conformément à la stratégie Europe qui fixe pour 7 ans des objectifs pour une croissance intelligente, durable et exclusive. Un budget de **355,1 milliards** a été alloué pour cette politique pour la période 2014-2020, soit un tiers du budget de l'UE. Les fonds européens structurels et d'investissement FESI financent cette politique. Ces fonds sont le FEDER (fond européen et de développement régional) le FSE (fond social européen) le FEADER (fond européen agricole pour le développement durable) le FEAMP (fond européen pour les affaires maritimes et la pêche), le FSE (fond social européen).

L'accord de partenariat définit la stratégie d'intervention des FSI dans un pays. Le budget des fonds structurels et les règles d'utilisation sont votés par le conseil et le parlement européen sur proposition de la commission. Les priorités de la politique de cohésion sont établies après consultation entre les États et la commission européenne.

La France pour la période 2014-2020 s'est vu attribuée 26,7 milliards d'euros: FEDER 8,4 ; FEADER 11,4 ; FSE : 6 ; FEAMP : 588 millions et IEJ (investissement emploi jeune) : 310 millions soit 77 % de ces crédits qui sont gérés par les Conseils régionaux, 22 % par l'Etat et 2 % par d'autres collectivités.

En France, nous avons trois piliers d'intervention : **1/Restaurer la compétitivité, l'économie et l'emploi 2/ Poursuivre la transition énergétique et écologique et la gestion durable des ressources naturelles 3 /Promouvoir l'égalité des territoires et des chances.** Ce qui a entraîné 83 programmes nationaux, régionaux, interrégionaux ou frontaliers.

La stratégie de chaque programme est définie et appliqué par un organisme « autorité de gestion » national ou régional selon le périmètre du programme. En France il s'agit de l'agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) et des conseils régionaux qui sont devenus en 2014 autorité de gestions des fonds européens

La politique de cohésion concentre les crédits sur un certain nombre de thématiques ou

concentration thématique et ceux-ci sont plus élevés pour les régions les plus développées, intermédiaire pour les régions en transition, et moins élevés pour les régions moins développées. Ce classement est fait en fonction du PIB par habitant des régions. Elle se concentre sur les régions et les pays les moins développés pour les aider à rattraper leur retard et réduire les disparités économiques, sociales et environnementales. Elle a donc protégé les villes et régions d'Europe des effets des crises successives (crise financière de 2008, covid) en soutenant l'investissement public et en déployant les crédits de manière flexible (ex : chypre, Grèce, Hongrie, Portugal, Roumanie..). Dans certains pays les fonds européens représentent jusqu'à 80 % des investissements publics. La politique régionale de cohésion de l'UE a une importance capitale. Elle est fondée sur le principe de cofinancement : pour chaque euro dépensé l'UE contribue à hauteur d'un certain taux. C'est une politique de solidarité pour diminuer les disparités entre les régions d'Europe est un transfert de ressource des régions les plus riches vers les plus démunies C'est aussi une politique gagnant-gagnant pour toutes les régions et pas seulement les plus défavorisées.

Les fonds sont concentrés sur des domaines spécifiques et 4 en priorité : 1/ Recherche et innovation 2/ Technologie de l'information et de la communication. 3/ Compétitivité des petites et moyennes entreprises. 4/ La transition vers une économie à faibles émissions de CO₂. La politique de développement rural financée par le FEADER est un pilier de la PAC. Les programmes sectoriels sont des aides à projets dans des domaines très divers : culture, jeunesse, recherche, environnement.

La conférence sur l'avenir de l'Europe et les régions

La conférence sur l'avenir de l'Europe a été officiellement lancée le **9 mai 2021, jour de fête de l'Europe, à Strasbourg**. Les dirigeants de l'UE vont ainsi tenter de combler le fossé qui s'est creusé entre les institutions européennes - et le projet de l'UE - et les citoyens. Les représentants des élus locaux se disent prêts à prendre leur place dans la démarche. C'est le message que le Comité européen des régions (CdR) et les associations d'élus réunies sous la bannière de Territoires unis – Régions de France, l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) – ont voulu faire passer le 9 mai 2021. Les représentants des institutions de l'UE, des associations territoriales et de jeunesse et des dirigeants locaux et régionaux ont discuté ce 9 mai de la manière de renforcer la légitimité démocratique de la conférence sur l'avenir de l'Europe en s'engageant auprès des citoyens dans les lieux où ils vivent. Le dialogue local était organisé par le Comité européen des régions en collaboration avec le gouvernement français, la ville de Strasbourg et les principales associations territoriales françaises - Régions de France, l'Assemblée des Départements de France et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité. Les participants ont approuvé une lettre ouverte qui appelle les

dirigeants locaux et régionaux à organiser des dialogues dans leur région, villes et villages comme contribution à la Conférence et à nommer dans leur assemblée politique un conseiller aux affaires européennes "Ce rendez-vous doit être transparent et ouvert au plus grand nombre possible de citoyens, ainsi qu'à tous ces acteurs", a déclaré Apostolos Tzitzikostas, gouverneur de la région de Macédoine centrale et président du CdR. L'enjeu est notamment pour lui d'aboutir à "moins de complexité institutionnelle et plus de représentation démocratique", éventuellement par un remaniement des traités qui "ne peut faire figure de tabou".



L'Europe et le Grand Est

Pour la période 2014-2020, plus de 1,4 milliard de fonds européens ont été dédiés aux projets mis en oeuvre sur le territoire du Grand Est : • • Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) : 605 M€ pour les projets de développement régional ; • • Fonds Social Européen (FSE) : 165 M€ en faveur de l'emploi et de l'inclusion, dont 14 M€ pour l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) sur le territoire champardennais ; • • Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) : 650 M€ pour les projets agricoles et de développement rural. « **Le Grand Est, une région tournée vers ses frontières** » Située au cœur de l'Europe, la région Grand Est est la région transfrontalière par excellence, avec près de 760 km de frontières dont 450 km de frontière franco-allemande. Voisine de quatre pays (l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse) elle participe aux travaux de trois espaces

de coopération, le Rhin supérieur, la Grande Région et la Champagne-Ardenne/Wallonie (voir la carte ci-dessous). La coopération transfrontalière demeure un enjeu important de développement pour les partenaires de ces trois espaces frontaliers. Par sa position géographique, la région Grand Est est la plus concernée par le travail frontalier. Parmi les **370 000 personnes résidant sur le territoire métropolitain et déclarant travailler dans un pays frontalier**, 164 200 se trouvent dans la région Grand Est (44%). Les citoyens ont à leurs dispositions des services de structures spécialisées .Dans le Rhin Supérieur le réseau des Infobests spécialisé répond à toutes demandes en matière transfrontalière, le réseau Eures-T est compétent sur les questions de vie et de mobilité transfrontalière, le Centre européen de la consommation informe en matière de consommation transfrontalière et européenne. La vie politique transfrontalière est structurée avec l'existence, à l'échelle du Rhin supérieur de la Conférence du Rhin supérieur et du Conseil rhénan ; à l'échelle de la Grande Région, du Sommet des Exécutifs, du Conseil Parlementaire Interrégional et du Conseil économique et social ; et sur le territoire de la Champagne-Ardenne Wallonie, d'un Comité plénier et d'un Comité technique. A l'échelle locale, le rôle des Eurodistricts, en tant que plateformes de coordination et de mise en réseau des acteurs, est essentiel (Eurodistricts Pamina, Trinational de Bâle, Strasbourg Ortenau, Freiburg Centre et Sud Alsace Par son soutien, l'Union européenne donne corps à des projets structurants. Sur 2014-2020, la Région bénéficie donc de 420 millions d'euros alloués aux programmes transfrontaliers Interreg Rhin supérieur, Grande Région et France-Wallonie-Vlaanderen..La coopération transfrontalière gagne en concret et

en visibilité pour les citoyens grâce aux nombreux projets réalisés de part et d'autre des frontières en matière de culture, de tourisme, de transports, d'aménagement du territoire, d'environnement, d'économie, ou bien encore de recherche, d'innovation, ou **de formation**. La région métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur avec l'Alsace, le Pays de Bade, le Palatinat du Sud et la Suisse du Nord-Ouest réunit 6 millions d'habitants et constitue en Europe un espace culturel, de vie et économique commun. De nombreuses initiatives privées et publiques contribuent à la promotion, entre autres, de la mobilité, de l'éducation, de la recherche et de la protection de l'environnement dans cette région aux trois frontières. L'orientation stratégique de la coopération est assurée par la **Conférence du Rhin Supérieur et le Conseil Rhénan**.



Plus largement, à travers leur rôle particulier au sein de cette région européenne pilote du Grand Est, les partenaires transfrontaliers entendent contribuer à la construction d'une Europe plus forte et plus solidaire. Le Président de la Région Grand Est, Winfried Kretschmann, Ministre-Président du Bade Wurtemberg, Malu Dreyer, Ministre-Présidente de Rhénanie-Palatinat,

et Tobias Hans, Ministre-Président de Sarre, ont ainsi signé le Pacte D'assistance Mutuelle le 27 novembre 2020. Ce Pacte illustre la volonté de la Région Grand Est et des partenaires exécutifs de chaque Land de renforcer la coopération franco-allemande, en particulier dans la gestion et

la prévention des crises sanitaires, et de faciliter le dialogue et la concertation. Aujourd'hui, l'objectif est de créer **un socle transfrontalier commun en matière de santé, adapté aux besoins et aux spécificités humaines, économiques et sociales des territoires**

Les Entretiens Européens du Grand Est : échanges avec Eliane Romani et Jean Rottner

Eliane Romani : « Il est temps : pour l'écologie et la justice sociale »

Les élections régionales approchent à grands pas (pour rappel, elles se tiendront le **20 et 27 juin**) et notre cycle d'entretiens européens a débuté par un live Facebook ce lundi avec Mme Romani. Il était animé par Hervé Moritz, vice-président du Mouvement Européen Alsace Bas-Rhin.

Candidate écologiste originaire de Thionville et orthophoniste de formation, Eliane Romani souhaite faire de la Région Grand Est un acteur de la coopération entre les territoires. Pour y parvenir, elle souhaite mettre l'accent sur la mobilité verte et la jeunesse.

- **Promouvoir des moyens de transports doux** comme le train permettrait de lutter contre les inégalités entre les territoires ruraux et urbains et améliorerait la qualité de l'air. En effet, Madame Romani rappelait lors de l'échange que 50 000 morts prématurés chaque année sont dues à la mauvaise qualité de l'air.
- **Favoriser l'apprentissage des langues** donnerait l'opportunité aux jeunes de s'ouvrir l'esprit et de monter en compétences. Cela passerait par le doublement du nombre de classes

européennes, un soutien aux interventions pédagogiques et autres projets scolaires. Ainsi, les jeunes auraient une meilleure compréhension de la culture des pays voisins et une insertion plus rapide sur le marché de l'emploi en France ou comme travailleur frontalier (le Grand Est détient le record français du nombre de travailleurs frontaliers).

Militante écologiste depuis 2 décennies, Eliane Romani se positionne pour une écotaxe régionale qui s'appliquerait au transport de marchandises effectué par camion alors qu'il pourrait être fait par voie d'eau ou par ferroutage. Elle souhaite que la relance économique soit verte avec un accompagnement des entreprises dans leur transition écologique tout en créant des emplois non-délocalisables.

Le principal objectif de Mme Romani pour son mandat est « **d'engager la Région Grand Est dans le XXI^e siècle et la transition écologique et sociale** ». C'est une européenne convaincue et elle espère voir l'Europe se rapprocher de ses citoyens dans les années à venir car selon elle, l'Union a les capacités d'être plus démocratique. En ce sens, elle se mobilise pour que le Parlement Européen reste à Strasbourg, capitale de l'Union Européenne.

Jean Rottner : Actuel Président de la Région Grand Est

Mr Rottner se porte candidat pour briguer un second mandat.

Concernant les relations avec nos voisins européens, Jean Rottner souhaite conserver une **diplomatie très opérationnelle**. Il citait en exemple les projets de recherche sur l'Intelligence Artificielle permettant à des chercheurs de Dunkerque à Bâle de coopérer, impulsant une dynamique entre régions.

Pour lui, les citoyens sont européens par nature et il espère voir une **réelle adhésion** à la cause européenne émerger. La construction dans le cœur et la tête des citoyens n'est pas forcément achevée car l'UE reste une administration complexe, parfois éloignée de nous. Toutefois la crise sanitaire permet de montrer que la Région est actrice de la coopération européenne. Mr Rottner rappelait que 10 jours après la première admission de patient Covid à Mulhouse, il y a avait déjà eu un transfert vers l'Allemagne.

Enfin, pour faire naître un sentiment d'appartenance à l'UE chez les jeunes, Mr Rottner souhaite faire monter à 20 000 le nombre de départs en **Erasmus**, intensifier les activités d'Eucor (une alliance entre les universités du Rhin supérieur) et l'apprentissage transfrontalier. Si l'économie se conçoit de part et d'autre de la frontière avec une coopération des CCI (Chambres du Commerce et de l'Industrie) cela permettra de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes.

Selon Jean Rottner, la RGE est plus forte grâce à sa taille et son **attractivité économique**. En effet,

dans son idéal européen, les régions doivent peser pour être compétitives. L'UE devrait pouvoir faire preuve de pragmatisme pour s'affirmer dans le monde.

Lors de l'échange avec les internautes, Mr Rottner s'est positionné en faveur d'une forte augmentation du nombre de **trains** en circulation notamment vers les pays frontaliers. Du point de vue des énergies, il défend le nucléaire dans une optique de réduction de l'utilisation des énergies carbonées.

Notre prochain rendez-vous des Entretiens européens du Grand Est sera **lundi prochain avec Aurélie Filippetti à 20h**.

Nota bene :

Bien entendu, vous pouvez visionner ou visionner à nouveau l'entretien sur notre page Facebook ou sur la chaîne YouTube du Mouvement Européen Alsace. En cas de soucis, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse suivante : pays.stagiaire3@colmar.fr

Entretiens européens du Grand Est

Jean Rottner

LUNDI 31 MAI 2021
18H30 facebook

Mouvement Européen Alsace, Mouvement Européen Alsace Haut-Rhin, Mouvement Européen Ardennes, Mouvement Européen Aube, Mouvement Européen Lorraine, Mouvement Européen Marne



Tensions en Irlande du Nord depuis le Brexit

Depuis le mois de mars, plus d'une semaine de manifestations et autres troubles impliquant des actes de violences et de dégradations urbaines ont eu lieu en Irlande du Nord et plus particulièrement à Belfast.

La situation s'est tendue depuis la mise en place effective des mesures liées au Brexit. En effet, le Premier Ministre Boris Johnson prend plaisir à s'afficher publiquement lors de contrôle de cargaison en mer d'Irlande et sur la terre ferme. Cependant, ce comportement agace l'UE qui n'avait pas prévu ce retour d'une frontière physique. On rappelle que de manière cyclique (tous les 4 à 5 ans) l'Irlande du Nord doit se prononcer pour dire si la situation de la frontière avec l'UE lui convient ou non. Cela soulève ainsi de nouvelles questions dans les débats politiques déjà tendus entre unionistes (loyaux au rattachement avec le Royaume-Uni) qui perçoivent la frontière en mer d'Irlande et les contrôles douaniers comme un retour en arrière.

L'Irlande du Nord est certes une petite nation mais le spectre des opinions qui s'y exprime est vaste : opposition entre catholiques et protestants, pro et anti-brexit, pro rattachement à la République d'Irlande et loyalistes au Royaume-Uni... Ajoutez à cela la diffusion propagation des fake news sur les réseaux sociaux et il suffit d'une déclaration de trop pour mettre le feu aux poudres.

Lancement du Corps Européen de Solidarité 2021-2027

Mardi 25 mai se tenait de manière virtuelle le lancement du Corps Européen de Solidarité 2021-2027 dans le cadre de la Semaine Européenne de la Jeunesse. Le Corps Européen de Solidarité (CES) est un réseau de

structures qui envoient et accueillent des jeunes européens ou originaires de pays partenaires pour faire du volontariat à l'étranger pour une durée de 2 à 12 mois (et à partir de 2 semaines pour les jeunes ayant moins d'opportunités). Ce programme permet donc de s'engager pour une cause tout en découvrant une nouvelle culture, en améliorant son niveau en langues et en développant de nouvelles compétences.

Pour le prochain budget, l'objectif est de rendre le CES plus inclusif en ciblant 70 000 jeunes dont des personnes éloignées des études et du programme Erasmus + (qui s'adresse aux jeunes en études ou en stage obligatoire dans le cadre de leurs études). On note que la Commission Européenne a de grandes ambitions pour le Corps Européen de Solidarité car pour la période 2021-2027, son budget s'élève à 1 milliard d'euros.

La Secrétaire d'Etat Sarah el Hairy - Chargée de la jeunesse et de l'engagement, rappelait lors de cet événement de lancement que le Gouvernement fait de la jeunesse une priorité de la relance économique en Europe.

=> Le CES est selon elle un outil pour réconcilier la jeunesse et l'Europe.



**CORPS
EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ**

LES CHIFFRES CLEFS DU MOIS SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE EN EUROPE

Le chiffre du mois : **750**

- 750 milliards d'euros, c'est le montant du plan de relance arrêté par la **Commission européenne** pour relancer une économie mise à mal par la crise de la Covid-19.
- Après l'accord des Vingt-Sept Etats membres, dont les quatre derniers, à savoir la Hongrie, la Roumanie, l'Autriche et la Pologne ont donné leur accord les 27 et 28 mai, le plus grand plan jamais financé en Europe, peut prendre forme. Même si tous les Etats n'ont pas montré le même empressement à valider le projet, il faut souligner qu'il n'aura fallu **que dix mois** pour trouver un accord. Il avait fallu vingt-huit mois pour approuver le budget pluriannuel européen 2014 - 2020.

- 750 milliards d'euros vont pouvoir être **dépensés d'ici à 2026**. Le montage va s'articuler sous forme de **subventions** pour 390 milliards et de **prêts** pour 360 milliards.

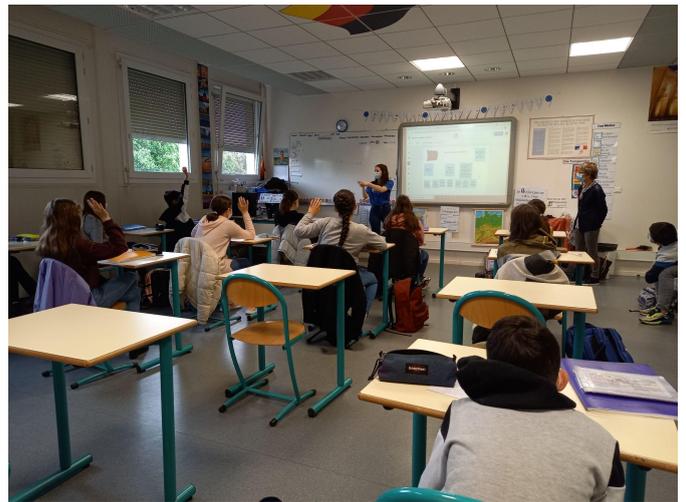
=> Cet acte fort se veut aussi vecteur d'un message. L'Europe sera davantage présente auprès des citoyens et des Etats pour les aider à surmonter cette crise. La **France** sera bien dotée et bénéficiera de **40 milliards** d'euros sur plusieurs années dont 6 milliards d'euros d'ici fin juillet.

« *L'oseille européenne va arriver* » a annoncé le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, sur les ondes de France Inter le 27 mai !

ACTIVITÉS DE LA SECTION

Retour sur nos interventions "Europe par les Jeunes"

Malgré les contraintes imposées par le contexte sanitaire, nous avons réussi à mettre en place des interventions « Europe par les Jeunes » en partenariat avec la **mairie de Colmar dans le cadre du « Mois de l'Europe »**.



Le lundi 17 mai, une classe de 5e du DFG (Deutsch-Französisches Gymnasium) de **Freiburg im Breisgau** a pu participer à une activité en ligne sur les capitales et les drapeaux des pays membres de l'UE. Par la suite, vendredi 21 mai, 3 bénévoles du MEA 67 et 3 bénévoles des **Jeunes Européens Strasbourg** se sont rendus dans les collèges **Berlioz, Molière et Victor Hugo** pour reproduire cette activité.

Suite à ces petits jeux au tableau, les élèves ont pu apprendre à reconnaître les monuments des pays membres du Conseil de l'Europe. Pour finir sur des animations plus ludiques, les jeunes ont répondu à des quizz en ligne avec des 4e du DFG de Freiburg sur les monuments emblématiques des deux villes puis sur la gastronomie dans le Rhin supérieur. L'animation s'est faite en français et en allemand grâce aux 3 bénévoles des Jeunes Européens Freiburg présents sur Zoom.



=> Une cinquantaine de jeunes ont ainsi été sensibilisés aux valeurs de l'Union Européenne et à la coopération franco-allemande ! Notre objectif est de toucher d'autres classes et d'autres établissements afin de rendre l'UE accessible à un maximum de jeunes.

Durant la matinée, preuve de l'intérêt porté à nos actions, les classes ont été visité par Madame

Klinkert, Mme Wolf, conseillère de la rectrice sur les langues étrangères, Madame Sengelen, adjointe en charge des relations internationales à la mairie de Colmar ainsi qu'Yves Hemedinger et Martine Dietrich en tant qu'élus à la Communauté Européenne d'Alsace.

Café Europe en visio-conférence 08.06.2021 : Les consommateurs européens

Notre Café Europe du mois dernier a été décalé à ce **mardi 8 juin**. Les intervenantes seront les mêmes que pour la Café Europe initialement prévu en mai : Marie-Alix Dadillon et Elphège Tignel du Centre Européen de la Consommation.

Vous pouvez visiter les sites du CEC www.cec-zev.eu et www.europe-consommateurs.eu. En raison de la situation sanitaire, nos Cafés Europe se tiennent virtuellement par **Zoom** (l'application de visioconférence sur ordinateur et sur téléphone portable que nous utilisons traditionnellement).

Inscription à l'avance par mél à l'adresse de la section :

alsace-haut-rhin@mouvement-europeen.eu.



Café Europe - Stammtisch en visio
Mardi 8 juin 2021, 19h



Marie-Alix Dadillon et Elphège Tignel

La protection des consommateurs
avec le
Centre Européen de la Consommation



Inscription préalable: alsace-haut-rhin@mouvement-europeen.eu

Echos d'Europe, la lettre du Mouvement Européen Alsace – Haut-Rhin, est ouverte à toutes les contributions des membres. Contactez-nous : alsace-haut-rhin@mouvement-europeen.eu !

Lettre mensuelle du Mouvement Européen Alsace-Haut-Rhin
Rédactrice en chef : Christine Obédia - Direction éditoriale : Cédric Duchene-Lacroix
Rubrique chiffre du mois, Agenda et correction : Olivier Kurrer
Autres contributeurs pour ce numéro : Valentine Hochart
Tous les numéros sont disponibles sur mouvement-europeen.eu/Haute-Alsace



Mouvement Européen
Alsace-Haut-Rhin